

P

# PREMIÈRES INFORMATIONS

## et PREMIÈRES SYNTHÈSES

### CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE 1997

Au cours du troisième trimestre 1997, l'emploi salarié a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent : + 32 000 emplois après + 31 000 au second trimestre (soit + 1% en rythme annuel). L'amélioration qui s'est amorcée à l'automne 1996 se confirme donc mais ne s'accélère pas.

Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi fluctue faiblement au mois le mois, mais le taux de chômage reste parfaitement stable à 12,5% depuis un an : le rythme actuel de croissance de l'économie est donc suffisant pour assurer la création d'emplois mais non pour faire diminuer le chômage, dans un contexte de progression toujours soutenue des ressources en main-d'oeuvre et de réduction des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi.

#### L'amélioration de l'emploi se poursuit sur le même rythme

Au deuxième trimestre 1997, la hausse du PIB marchand non agricole de 1,1 % par rapport au trimestre précédent laissait présager une amélioration sensible de l'emploi du secteur privé (graphique 1). Au cours de ce troisième trimestre, la reprise de l'emploi amorcée à la fin de l'année 1996 se poursuit au même rythme. Le volume des créations d'emplois semble se stabiliser : 32 100 emplois supplémentaires sont créés dans le secteur privé après 30 600 au trimestre précédent (soit + 0,5 % en six mois) (tableau 1).

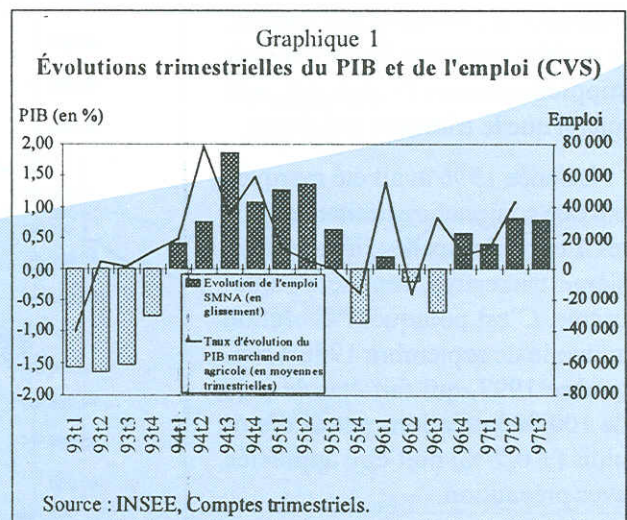


Tableau 1  
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1995			1996				1997			Variation (%) par rapport au :	
	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 170,6	4 164,6	4 154,5	4 135,2	4 113,8	4 096,1	4 081,1	4 069,8	4 060,8	4 053,9	-0,2	-1,0
EH : Construction	1 190,8	1 186,0	1 174,5	1 160,7	1 152,9	1 141,5	1 130,5	1 125,9	1 120,5	1 113,9	-0,6	-2,4
EV : Tertiaire	7 965,1	8 001,1	8 003,8	8 041,9	8 060,9	8 059,7	8 107,2	8 137,8	8 182,8	8 228,4	+0,6	+2,1
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>13 326,5</b>	<b>13 351,7</b>	<b>13 332,8</b>	<b>13 337,8</b>	<b>13 327,6</b>	<b>13 297,3</b>	<b>13 318,8</b>	<b>13 333,5</b>	<b>13 364,1</b>	<b>13 396,2</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,7</b>

(1) Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles. C101-C102	14 650,6	14 676,1	14 641,6	14 649,6	14 641,4	14 613,2	14 636,1	14 652,1	14 684,7	14 716,0	+0,2	+0,7
--	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

Sources : DARES, INSEE, UNEDIC.

L'évolution favorable de l'industrie depuis le début de l'année 1997 se confirme. Tout en demeurant déficitaire, elle continue à enregistrer des pertes d'emploi de plus en plus réduites : - 7 000 soit une baisse de 0,2 % contre - 9 000 au trimestre précédent (graphique 2). En revanche dans la construction, les 7 000 suppressions d'emplois que l'on observe ce trimestre sont un résultat en retrait de celui du premier semestre. Les effectifs de ce secteur diminuent ainsi de 0,6 % par rapport à la fin juin 1997.

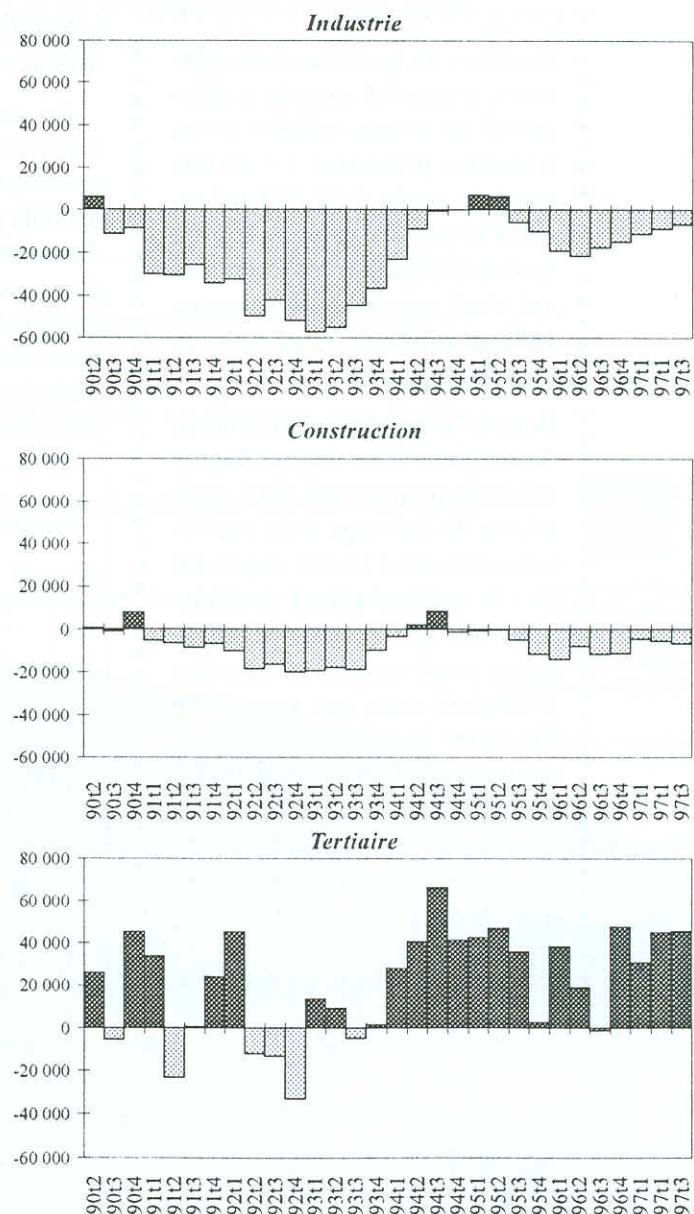
L'activité des services reste le moteur de la croissance de l'emploi : le tertiaire enregistre 46 000 emplois supplémentaires (+ 0,6 %), soit autant que le trimestre précédent.

L'année 1996 avait été marquée par une conjoncture hésitante : pertes d'emplois aux deuxième et troisième trimestres, reprise au quatrième. C'est pourquoi l'évolution annuelle de septembre 1996 à septembre 1997, qui fait état de près de 100 000 créations nettes d'emplois (+ 0,7 %) doit être appréciée avec précaution.

### Stabilisation du chômage

Fin septembre 1997, 3 127 900 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE en catégorie 1. Après l'augmentation de 1,4 % enregistrée au printemps, cela représente une

Graphique 2  
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grand secteur  
(variations des effectifs CVS)



Source : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

stabilisation au niveau du mois de juin 1997. Si on intègre les demandeurs d'emploi qui déclarent avoir travaillé plus de 78 heures dans le mois (catégorie 6), cela correspond à une très légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi pendant l'été. En effet, le nombre d'inscrits à l'ANPE en catégorie 6 continue de progresser : fin septembre, on en

recense 442 000 (données brutes), 33 % de plus qu'il y a un an.

Le taux de chômage au sens du BIT revient au niveau de 12,5 % qu'il a conservé tous les mois depuis septembre 1996, sauf en juin 1997 (12,6 %). Sur un an, la dégradation de la situation que connaissent les personnes âgées de plus

de 50 ans est compensée par une diminution du chômage des jeunes (graphique 3 et tableau 2).

La stabilisation du chômage est liée à un repli des inscriptions à l'ANPE durant l'été (- 4,9 % au troisième trimestre par rapport au second) (graphique 4). Les entrées à l'ANPE consécutives à des fins

Graphique 3  
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS)

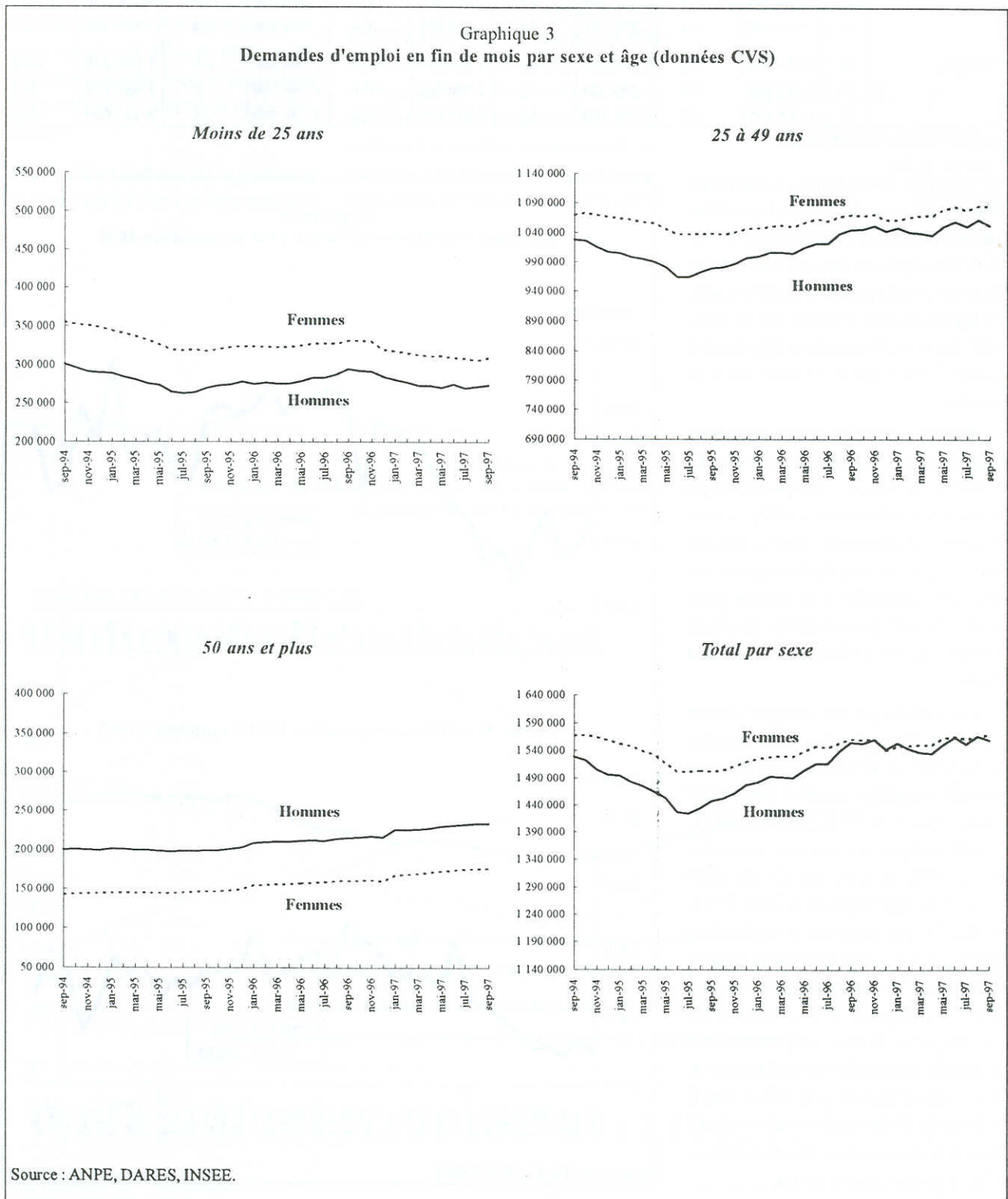


Tableau 2  
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS)

		sept. 1996	sept96/ juin 96	déc 1996	déc96/ sept 96	mars 1997	mars97/ déc 96	juin 1997	juin97/ mar 97	sept 1997	sept97/ juin 97
< 25 ans	H	294 700	4,2	284 400	-3,5	272 500	-4,2	274 500	0,7	273 100	-0,5
	F	331 200	1,2	320 000	-3,4	313 000	-2,2	309 200	-1,2	308 600	-0,2
	E	625 900	2,6	604 400	-3,4	585 500	-3,1	583 700	-0,3	581 700	-0,3
25/49 ans	H	1 044 100	2,3	1 041 300	-0,3	1 038 100	-0,3	1 058 900	2,0	1 051 900	-0,7
	F	1 069 000	0,6	1 060 300	-0,8	1 067 900	0,7	1 082 900	1,4	1 084 000	0,1
	E	2 113 100	1,4	2 101 600	-0,5	2 106 000	0,2	2 141 800	1,7	2 135 900	-0,3
50 ans et +	H	215 500	1,5	215 800	0,1	226 200	4,8	231 400	2,3	233 800	1,0
	F	160 900	1,8	159 900	-0,6	169 800	6,2	174 000	2,5	176 500	1,4
	E	376 400	1,6	375 700	-0,2	396 000	5,4	405 400	2,4	410 300	1,2
<b>TOTAL</b>	<b>H</b>	<b>1 554 300</b>	<b>2,5</b>	<b>1 541 500</b>	<b>-0,8</b>	<b>1 536 800</b>	<b>-0,3</b>	<b>1 564 800</b>	<b>1,8</b>	<b>1 558 800</b>	<b>-0,4</b>
	<b>F</b>	<b>1 561 100</b>	<b>0,9</b>	<b>1 540 200</b>	<b>-1,3</b>	<b>1 550 700</b>	<b>0,7</b>	<b>1 566 100</b>	<b>1,0</b>	<b>1 569 100</b>	<b>0,2</b>
	<b>E</b>	<b>3 115 400</b>	<b>1,7</b>	<b>3 081 700</b>	<b>-1,1</b>	<b>3 087 500</b>	<b>0,2</b>	<b>3 130 900</b>	<b>1,4</b>	<b>3 127 900</b>	<b>-0,1</b>

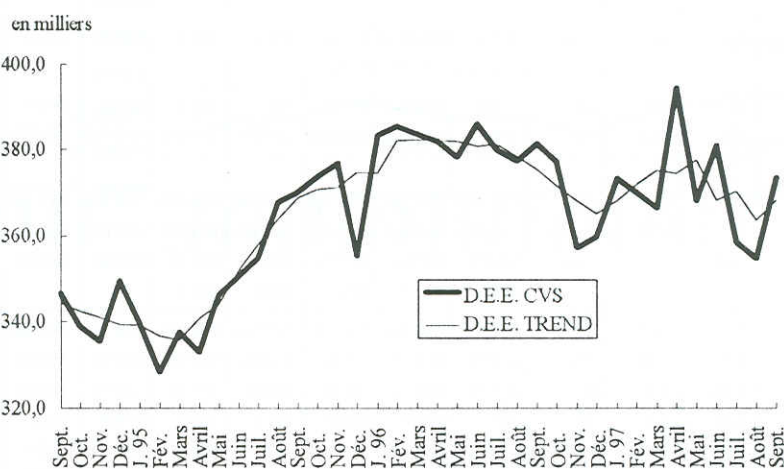
Sources : ANPE, DARES, INSEE.

de contrats temporaires (contrats à durée déterminée et missions d'intérim) diminuent de presque 10 %. Les inscriptions faisant suite à des licenciements économiques ou non, et les premières entrées sur le marché du travail reculent également malgré une reprise au mois de septembre.

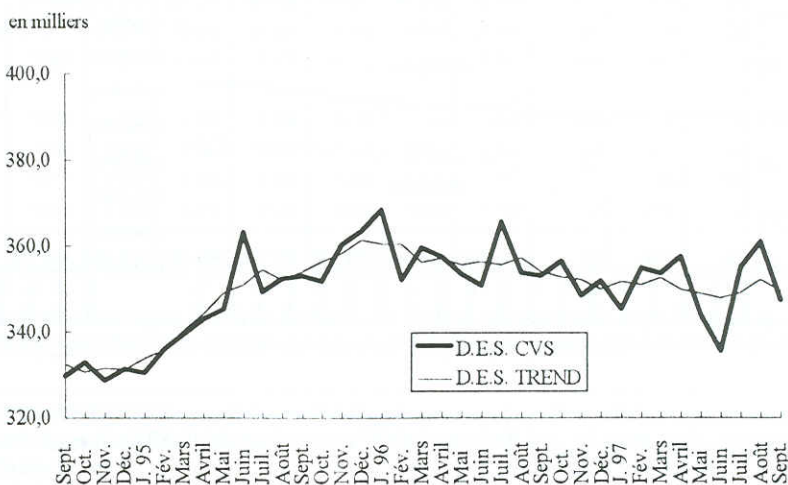
Après trois trimestres consécutifs de dégradation, les sorties de l'ANPE se redressent (+ 2,5% au troisième trimestre 1997). Cette hausse est alimentée par celle des annulations d'inscriptions pour absence au contrôle. Les sorties pour reprise d'emploi ou entrée en stage restent, quant à elles, orientées à la baisse.

Le chômage de longue durée continue d'augmenter : au troisième trimestre, il dépasse son niveau maximum atteint en avril 1995 (graphique 5). A la fin septembre 1997, 1 145 600 personnes sont inscrites à l'ANPE depuis un an ou plus (+ 1,9 % par rapport à juin 1997, + 8,2 % par rapport à septembre 1996). La hausse concerne essentiellement les demandeurs d'emploi inscrits depuis 2 à 3 ans. Elle correspond à une augmentation marquée du nombre de chômeurs de 1 à 2 ans d'ancienneté, observée il y a un an. Cette augmentation était liée à la diminution des entrées en CIE à partir d'août 1996.

Graphique 4  
Entrées à l'ANPE de septembre 1994 à septembre 1997



Sorties de l'ANPE de septembre 1994 à septembre 1997



Source : ANPE, DARES, INSEE.

## Poursuite de la réduction des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique d'emploi

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 1997, le nombre d'entrées dans les dispositifs spécifiques de politique d'emploi s'inscrit en baisse de 7 % par rapport à la période correspondante de 1996 (tableau 3).

Cette baisse fait suite à deux trimestres de recul des entrées en mesure, recul qui affecte surtout les emplois aidés du secteur marchand et les actions d'insertion et de formation.

Le redéploiement de la politique de l'emploi en faveur des mesures

générales d'allègement du coût du travail se traduit depuis l'été 1996 par une diminution des embauches exonérées de premiers salariés et surtout des entrées en CIE, qui chutent de 37 % entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 1996 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 1997. En revanche les contrats en alternance redémarrent (+ 18 %), notamment les contrats d'adaptation.

Après une pause au printemps 1997, la baisse des signatures de Contrats Emploi-Solidarité a repris au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre, sans être compensée par les transformations de CES en Contrats Emplois Consolidés. Le nombre des actions d'insertion et de formation visant le public adulte se réduit également, alors

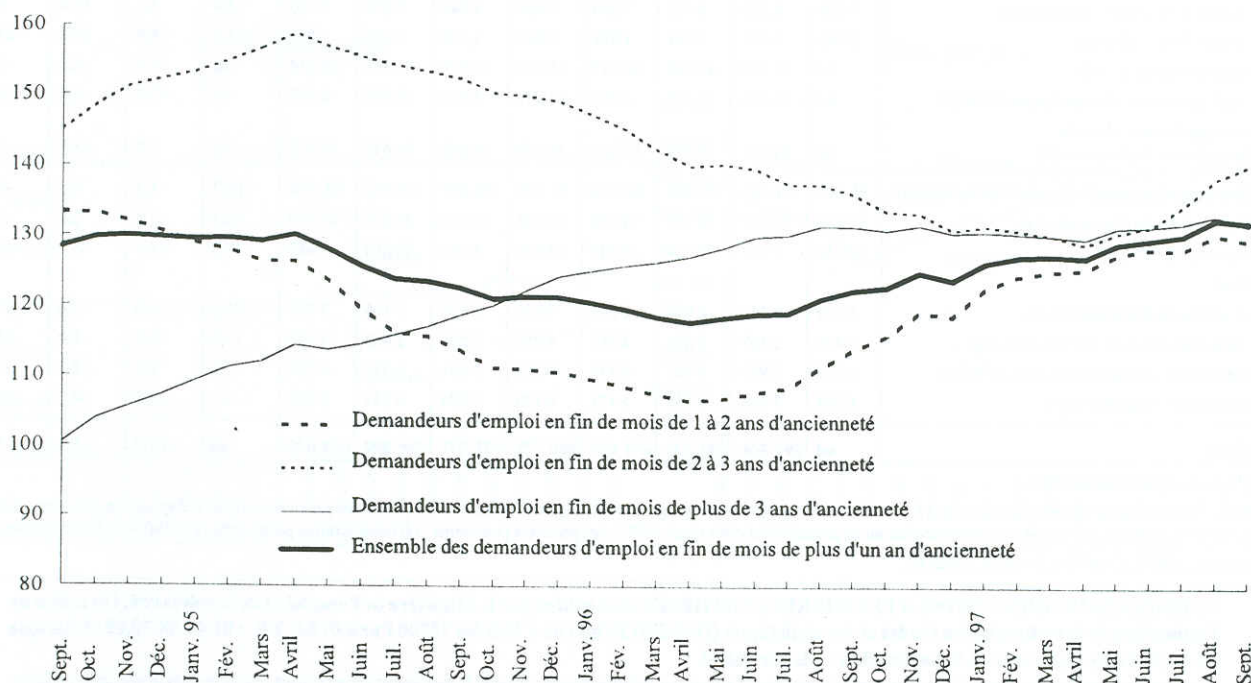
que les dispositifs régionaux permettent de maintenir le volume d'actions de formation alternée effectuées auprès des jeunes.

Enfin la baisse sensible au 3<sup>ème</sup> trimestre des entrées en convention de conversion et en préretraite FNE entraîne une érosion globale des dispositifs d'accompagnement des restructurations, en lien sans doute avec l'amélioration de la situation de l'emploi.

Hubert DENIS DU PÉAGE,  
Stéphanie LEMERLE,  
Alice TANAY  
(DARES).

Graphique 5  
Évolution du chômage de longue durée selon l'ancienneté de l'inscription,  
de septembre 1994 à septembre 1997

Indice base 100 en mars 1992, données CVS



Source : ANPE, DARES, INSEE.

Tableau 3  
La politique de l'emploi entre 1995 et 1997  
(Résultats trimestriels)

France métropolitaine

données arrêtées au 19 novembre 1997	Année 1995	Année 1996				Année 1997			Évolution annuelle			
	Entrées Trim.4 1995	Entrées Trim.1 1996	Entrées Trim.2 1996	Entrées Trim.3 1996	Entrées Trim.4 1996	Entrées Trim.1 1997	Entrées Trim.2 1997	Entrées Trim.3 1997	T4.96/T4.95	T1.97/T1.96	T2.97/T2.96	T3.97/T3.96
<b>Emploi aidé dans le secteur marchand</b>	353 691	261 817	222 612	227 578	301 041	212 126	191 674	206 103	-14,9	-19,0	-13,9	-9,4
<b>Abaissement de coûts salariaux</b>	193 521	167 656	166 888	151 025	128 866	123 318	132 024	117 377	-33,4	-26,4	-20,9	-22,3
Abattements-temps partiel	57 690	52 792	49 056	45 701	64 876	56 639	52 394	46 794	12,5	7,3	6,8	2,4
Exonérations-1er salarié (*)	16 940	20 000	20 000	19 000	19 000	17 583	18 501	17 942	12,2	-12,1	-7,5	-5,6
Exonérations-2è et 3è salarié	3 002	1 652	561	92	70	-	-	-	-	-	-	-
Exo.1 <sup>er</sup> au 50 <sup>ème</sup> sal. (zones de redyn.urb.)	-	-	-	-	-	250	706	842	-	-	-	-
Exo.1 <sup>er</sup> au 50 <sup>ème</sup> sal. (zones de revital. rur.)	-	-	-	-	-	1 103	2 087	3 229	-	-	-	-
C.R.E.+ C.I.E.	96 921	80 164	87 239	77 167	44 920	47 743	58 336	48 570	-53,7	-40,4	-33,1	-37,1
Aide au Premier Emploi des Jeunes	18 968	13 048	10 032	9 065	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Formation en alternance</b>	136 152	77 198	38 863	62 009	156 134	75 700	43 461	73 314	14,7	-1,9	11,8	18,2
Contrats d'apprentissage	87 916	38 989	12 130	36 663	105 499	39 912	12 027	42 394	20,0	2,4	-0,8	15,6
Contrats de qualification	35 135	25 455	14 568	16 447	38 778	22 157	15 421	19 153	10,4	-13,0	5,9	16,5
Contrats d'adaptation	12 734	12 189	11 287	8 522	12 870	12 885	14 750	11 246	1,1	5,7	30,7	32,0
Contrats d'orientation	367	565	878	377	275	672	1 260	521	-25,1	18,9	43,5	38,2
<b>Aide à la création d'emplois et d'activités</b>												
ACCRE (a)	18 119	10 964	9 986	8 250	10 278	6 598	9 333	8 598	-43,3	-39,8	-6,5	4,2
<b>Insertion par l'économique</b>												
Entreprises d'Insertion	5 899	5 999	6 875	6 294	5 763	6 510	6 856	6 814	-2,3	8,5	-0,3	8,3
Associations Intermédiaires (b)	200 049	187 588	217 859	204 942	209 381	211 509	232 742	219 492	4,7	12,8	6,8	7,1
<b>Emploi aidé dans le secteur non marchand</b>	169 920	165 151	148 098	151 633	162 547	157 231	155 008	147 887	-4,3	-4,8	4,7	-2,5
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv+ave.)	154 856	148 164	129 391	130 028	138 283	132 235	129 208	120 927	-10,7	-10,8	-0,1	-7,0
Contrats Emploi Consolidé (n.conv+ave.)	15 064	16 987	18 707	20 279	21 256	21 726	22 594	23 362	41,1	27,9	20,8	15,2
Contrats Emploi Ville (n.conv+ave.)	-	-	-	1 326	3 008	3 270	3 206	3 598	-	-	-	171,3
<b>Actions d'insertion et de formation</b>	nd	110 907	109 814	64 180	147 145	93 683	102 486	58 170	nd	-15,5	-6,7	-9,4
- auprès des adultes :												
. Stages d'Ins.et de Formation à l'Emploi (c)	91 833	53 014	67 848	39 863	89 024	38 913	57 148	33 952	-3,1	-26,6	-15,8	-14,8
. Stages d'Accès à l'Entreprise (c)	78 961	43 059	57 663	31 471	77 098	28 591	45 248	25 335	-2,4	-33,6	-21,5	-19,5
. Stages FNE-cadres (c)	9 809	8 338	8 673	7 304	9 245	8 848	9 970	7 766	-5,7	6,1	15,0	6,3
- auprès des jeunes: (d)	nd	57 893	41 966	24 317	58 121	54 770	45 338	24 218	nd	-5,4	8,0	-0,4
.Actions de form.alternée fin.par l'Etat (d)	nd	15 152	11 337	6 993	11 442	8 718	10 703	6 379	nd	-42,5	-5,6	-8,8
.Actions de form.alternée financées par les Régions (d)	nd	42 741	30 629	17 324	46 679	46 052	34 635	17 839	nd	7,7	13,1	3,0
<b>Accompagnement des restructurations</b>	50 608	59 989	55 309	55 213	56 045	58 837	55 632	51 470	10,7	-1,9	0,6	-6,8
Conventions de Conversion (e)	27 830	39 017	34 296	33 858	31 403	39 710	35 275	33 074	12,8	1,8	2,9	-2,3
Mesures du FNE	11 158	7 167	11 258	10 945	13 335	6 142	10 604	9 413	19,5	-14,3	-5,8	-14,0
dont :												
- Cellules de Reclassement (f)	6 249	3 342	6 957	6 241	7 720	3 176	7 166	7 057	23,5	-5,0	3,0	13,1
- Aide passage à mi-tps/Tps partiel (g)	3 468	2 207	2 696	2 961	4 059	2 086	2 480	1 469	17,0	-5,5	-8,0	-50,4
Préretraites Allocations Spéciales FNE (e)	5 336	5 957	4 987	4 939	5 132	5 981	5 391	4 775	-3,8	0,4	8,1	-3,3
Préretraites Progressives (e)	6 284	7 848	4 768	5 471	6 175	7 004	4 362	4 208	-1,7	-10,8	-8,5	-23,1
<b>Total</b>	nd	597 864	535 833	498 604	666 778	521 877	504 800	463 630	nd	-12,7	-5,8	-7,0

(\*) données estimées en 1996.

N.B.: Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) nb de bénéficiaires ; (b) nb de personnes mises à disposition, non cumulable ; (c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ou en protection sociale (hors AFR) ; (e) premiers paiements ; (f) bénéficiaires potentiels ; (g) adhésions individuelles.

Sources : ANPE, CNASEA, DARES, UNEDIC.

**PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES** sont éditées par le Ministère de l'emploi et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.

Secrétariat de rédaction : Jean-Yves Rognant et Catherine Demaison. Maquettistes : Daniel Lepesant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcaré et JCDDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.48.39.56.00. Télécopie : 01.48.39.56.01 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES : 1 an (52 n°) : 650 F - Europe : 685 F - Autres pays : 700 F. Publicité : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.